



Ontario Council for
International Cooperation

**Voix des jeunes en faveur de l'égalité des genres:
les besoins et les opinions de la jeunesse ontarienne sur la
pauvreté, les institutions et le financement**

Organisation: Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques (PJDP),
Ontario Council for International Cooperation (OCIC)

Région: Ontario

Pays: Canada

Date: 16 janvier 2024

Chercheur·euse·s:

Yusra Ahmed
Rajaa Berry
Rachel Morrison
Keziah Oduro
Fayez Sahak

1. Table des matières

1. Table des matières	1
2. Acronymes	2
3. Sommaire	3
(a) Au sujet de l'Ontario Council for International Cooperation.....	3
(b) À propos de la Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques.....	3
4. Introduction	4
5. Méthodologie	5
(a) Questions de recherche.....	6
(b) Données primaires.....	6
(c) Données démographiques.....	6
6. Priorités de la jeunesse ontarienne en matière de pauvreté et de finance	9
(a) Défis identifiés par les jeunes.....	9
(i) Âge.....	9
(ii) Expérience vécue versus expérience professionnelle.....	9
(iii) Représentation des femmes et des filles.....	9
(iv) Éducation.....	9
(v) Identités intersectionnelles.....	11
(b) Des façons uniques pour les jeunes de participer aux discussions sur le financement et la pauvreté.....	12
(i) Engagement jeunesse.....	12
(ii) Dialogue ouvert et accessible.....	12
(c) Renforcer les institutions pour mieux impliquer les jeunes.....	14
(i) La transformation de l'éducation.....	14
(ii) Des efforts de collaboration.....	14
(d) Comment l'ONU peut impliquer les jeunes de manière significative.....	16
(i) Diversité des méthodes.....	16
(ii) Soutenir les jeunes fournisseurs de soins.....	16
(iii) Internet, le numérique et l'accessibilité technologique.....	17
(iv) Recherche et développement.....	18
7. Principales recommandations	19
8. Conclusion	25
9. Annexes	27
(a) Notes biographiques des chercheur·euse·s.....	27
(b) Méthodes de collecte des données.....	30
(i) Questionnaire en ligne via un formulaire Google.....	30
(ii) Groupes de discussion.....	34
(c) Notes.....	35
(d) Tables.....	37
(e) Références.....	40

2. Acronymes

CSW68 - La soixante-huitième session de la Commission de la condition de la femme

PAIF - Politique d'aide internationale féministe

ESG - Environnement, société et gouvernance (ESG)

G7 - Le Groupe des sept

PHN - Principes de haut niveau du G20 sur l'inclusion financière numérique pour les jeunes, les femmes et les PME

FMI - Fonds monétaire international

OCIC - Ontario Council for International Cooperation

PME - Petites et moyennes entreprises

OSIEGCS - L'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles

ONU - Organisation des Nations Unies

PNUE - Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance

ODD des Nations Unies - Objectifs de développement durable des Nations Unies

PJDP - Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques

3. Sommaire

Les chercheur·euse·s ont combiné les divers points de vue et suggestions de 16 jeunes de la province de l'Ontario pour présenter trois recommandations clés pour engager les jeunes dans des discussions sur la pauvreté et le financement, dans une perspective d'inclusion du genre. Il s'agit notamment de l'éducation financière obligatoire dès l'enfance et de divers soutiens structurels et sociétaux pour assurer la mise en œuvre efficace de ces programmes, afin de préparer les jeunes à un avenir socioéconomique solide et stable à l'âge adulte. Le rapport reconnaît également l'absence de certaines voix parmi celles qui ont été représentées, en raison du format de la recherche en ligne, des restrictions géographiques et d'âge, des barrières linguistiques, et d'autres restrictions sociales, de sorte que le bassin de participant·e·s était limité à un groupe relativement à l'aise financièrement vivant dans un pays du Groupe des sept (G7)¹.

(a) Au sujet de l'Ontario Council for International Cooperation

L'Ontario Council for International Cooperation (OCIC) est une communauté en pleine expansion d'organisations, d'institutions et de membres associés individuels ontariens travaillant dans les domaines de la coopération internationale et de l'éducation à la citoyenneté mondiale, et déterminés à lutter pour la justice sociale mondiale, la dignité humaine et la participation de toutes et tous.

(b) À propos de la Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques

La Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques de l'OCIC (PJDP) cherche à impliquer divers jeunes de partout en Ontario dans les processus politiques liés à la coopération internationale en appui à l'égalité des genres, aux domaines d'action de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Ce faisant, l'OCIC espère accroître la sensibilisation et l'intérêt des Ontarien·ne·s, en particulier des jeunes, à l'égard de la coopération internationale et des principaux enjeux mondiaux, et offrir des occasions significatives de participer au processus, aux réunions et aux délégations de plaidoyer et d'élaboration des politiques.

¹ Le Groupe des sept (G7) est un forum politique et économique intergouvernemental composé du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis. En outre, l'Union européenne est un « membre non énuméré ». Le G7 est organisé autour de valeurs communes comme le pluralisme, la démocratie libérale et le gouvernement représentatif. Les membres du G7 sont les principales économies avancées du FMI ; Fonds monétaire international, « World Economic Outlook Databases ». (Consulté le 16 janvier 2024). <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

4. Introduction

Ce rapport vise à rassembler les perspectives des jeunes de 18 à 35 ans résidant en Ontario. Le rapport adopte la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse 2030 pour identifier des perspectives équitables entre les genres dans le financement de l'éducation et compiler les recommandations en matière de renforcement des capacités. L'objectif du présent rapport est d'éclairer et d'orienter les débats qui se tiendront à la soixante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (CSW68). Les recommandations proposées s'alignent sur le thème prioritaire de cette session : *Accélérer la réalisation de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre.*

La recherche et l'élaboration du rapport ont été dirigées par cinq membres de la PJDP de l'OCIC. Les membres de la PJDP apportent un large éventail de milieux professionnels au secteur de la coopération internationale. Les chercheur·euse·s sont tous âgés de 18 à 35 ans et résident en Ontario, au Canada. Les notes biographiques se trouvent dans l'*Annexe*².

² Annexe : a.

5. Méthodologie

Les principaux objectifs de ce document sont les suivants :

- recueillir des idées importantes, sensibiliser et favoriser la participation active de divers membres de la communauté des jeunes en Ontario ;
- formuler des recommandations concrètes pour éclairer et façonner les politiques et les initiatives liées aux thèmes prioritaires et à l'étude lors de la CSW68.

L'étude comprend trois phases :

- la phase de préparation, qui consiste à élaborer des instruments de collecte de données;
- la phase de collecte des données ; et
- la phase de traitement des données, qui consiste en l'analyse des données et l'établissement de rapports.

Deux méthodes différentes ont été utilisées pour la collecte des données primaires :

- questionnaire en ligne pour les réponses écrites : ³ et
- questionnaire d'orientation pour les groupes de discussion avec des questions basées sur celles du questionnaire en ligne.

Chaque méthode contient des lignes directrices et des instructions pour la collecte de données⁵. Les groupes de discussion et le questionnaire en ligne présentent les mêmes indicateurs. Dans les groupes de discussion, les animateur·trice·s ont appliqué des approches quantitatives holistiques pour encourager les participant·e·s à développer leurs réponses et ont posé des questions de clarification pendant la collecte des données.

Des méthodes de communication interpersonnelle et de recrutement en ligne ont été utilisées pour engager le dialogue avec les réseaux suivants :

- Ontario Council for International Cooperation
- Gender Equality Coalition of Ontario
- Humber College
- Centennial College
- Université de Toronto
- Good Neighbours Canada
- Say Somaali

³ Annexe b.i

⁴ Annexe b. ii

⁵ Annexe c.i.

(a) Questions de recherche

Les questions ont été adaptées des grandes lignes des recommandations mondiales d'ONU Femmes pour les jeunes et les adolescent·e·s à la CSW68, et structurées de manière à inciter les jeunes participant·e·s à réfléchir aux défis dont ils ont été témoins dans leur groupe d'âge particulier, à la fois à partir de leur expérience personnelle vécue et au sein de leurs cercles professionnels et sociaux. Il s'agissait de comprendre les lacunes dans les services et de formuler des suggestions de développement pertinentes et axées sur les problèmes. L'exclusion du genre dans le format de la question était intentionnelle, car chaque réponse était liée à des informations démographiques anonymisées, y compris l'identité de genre de la personne participante, donc les défis émergents, les besoins et les recommandations mis en évidence par les différents groupes de genre pourraient être analysés facilement sans créer un biais de désirabilité sociale ou d'acquiescement dans les réponses des participant·e·s.

Les principales questions présentées aux jeunes participant·e·s étaient les suivantes :

- À votre avis, quels sont les principaux défis pour la voix et l'action des jeunes et des adolescent·e·s dans les discussions sur la pauvreté et le financement ?
- Quelles stratégies pensez-vous que les jeunes peuvent utiliser pour influencer les discussions sur la pauvreté et le financement ?
- Comment pensez-vous que les institutions et les services offerts aux jeunes peuvent être renforcés ou transformés pour lutter contre la pauvreté ?
- Alors que les leaders mondiaux se réunissent en mars 2024 à la CSW68, au siège de l'ONU à New York, pour discuter de l'égalité des genres, de la pauvreté et du financement, comment aimeriez-vous qu'ils s'engagent auprès des jeunes sur ces questions ?

(b) Données primaires

Les idées glanées des diverses réponses des jeunes ontarien·ne·s ont mis en évidence les défis multidimensionnels auxquels les jeunes sont confrontés dans les discussions liées à la pauvreté et au financement. Les participant·e·s ont collectivement formulé des recommandations précieuses pour relever ces défis. De plus, les participant·e·s ont révélé plusieurs similitudes au sein de leurs expériences vécues et professionnelles individuelles qui sont apparues à plusieurs reprises dans les groupes de discussion et dans les réponses écrites. Toutes les réponses individuelles des participant·e·s n'ont pu être incluses dans le présent rapport. Des citations pertinentes tirées des groupes de discussion et qui ne pouvaient pas être résumées ont été incluses.

(c) Données démographiques

Seize jeunes âgés de 18 à 35 ans, résidant en Ontario, au Canada, ont participé à l'élaboration de ce rapport. 50 % des participant·e·s ont participé à la collecte de données dans le cadre de deux séances de groupe de discussion animées par des membres du groupe de recherche. 50 % des participant·e·s ont soumis le formulaire du questionnaire en ligne. Ces participant·e·s ont pu contribuer diverses expériences en lien avec les discussions financières et socioéconomiques des différents pays où ils ont vécu, y compris le Canada. Les données démographiques agrégées sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 1. Catégories d'âge

La catégorie d'âge adopte la définition de la jeunesse de l'État membre, le Canada, selon le Rapport sur l'état de la jeunesse⁶. Les Nations Unies utilisent les âges de 15 à 24 ans pour définir la jeunesse et les jeunes.

Âge	Nombre
18 à 29 ans	13
30 à 35 ans	3

Tableau 2. Identité de genre

La catégorie de l'identité de genre adopte la définition de l'identité de genre de la Commission ontarienne des droits de la personne.^{8, 9}

Identité de genre	Nombre
Femme	8
Homme	5
Non binaire	0
Genre fluide	0
Bispirituel·le	0
Autres expressions de genre	1
Non divulgué	2

⁶Canada, Patrimoine canadien (2021). Le premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada : Pour les jeunes, avec les jeunes, par les jeunes. Ottawa ⁷Nations Unies. Jeunes. (Consulté le 12 janvier 2024). Extrait de <https://www.un.org/fr/global-issues/youth> ⁸Commission ontarienne des droits de la personne. (14 avril 2014). Politique sur la prévention de la discrimination fondée sur l'identité sexuelle et l'expression de l'identité sexuelle.

⁹ Annexe c. iii.

Tableau 3. Ville de résidence

Ville de résidence¹⁰

Ville	Nombre
Toronto	11
London	2
Scarborough	2
Burlington	1

Tableau 4. Démographie de l'immigration

Statuts de citoyenneté divulgués¹¹

Statut	Nombre
Non divulgué ¹²	11
Immigrant·e - Asie du Sud	3
Immigrant·e - Afrique subsaharienne	2
Immigrant·e - Amérique latine	2
Autochtone- Premières Nations	0
Autochtone - Inuit	0
Autochtone - Métis	0

¹⁰ Annexe c. iv.

¹¹ Annexe c.v.

¹² Annexe c. vi

6. Priorités de la jeunesse ontarienne en matière de pauvreté et de finance

(a) Défis identifiés par les jeunes

(i) Âge

Les jeunes participant·e·s ont souligné que leur âge est un facteur important qui entrave leur agentivité dans les discussions liées au financement ; non pas parce que les jeunes perçoivent leur jeune âge comme un obstacle, mais plutôt parce que les adultes perçoivent les jeunes comme incapables de comprendre ou de contribuer de manière significative aux discussions liées à la finance.

(ii) Expérience vécue versus expérience professionnelle

Un autre enjeu connexe est le fait que de nombreux·euses jeunes ont une expérience professionnelle limitée. Un nombre important de participant·e·s a souligné le fait que l'expérience vécue est gravement sous-évaluée. Beaucoup de participant·e·s de nos groupes de discussion en particulier étaient prêts à partager des comptes rendus détaillés de leurs expériences en tant qu'enfants ayant grandi dans la pauvreté, et certains avaient même eu des expériences de travail internationales antérieures en soutien à des personnes et des familles vivant dans la pauvreté, mais ces riches expériences d'apprentissage ont été discréditées lorsqu'ils ont tenté de s'impliquer dans des discussions sur le financement ici au Canada. Au final, l'âge et l'expérience professionnelle limitée qui lui est associée ont été considérés comme deux défis importants à la véritable prise en compte de la voix des jeunes en matière de financement.

« Les obstacles à l'engagement sont créés par les gens haut placés dans la société. Lorsque les jeunes tentent de s'impliquer dans ces discussions, la première question qu'ils posent concerne l'expérience antérieure des jeunes, mais ils ne veulent pas prendre en compte des réponses liées à notre expérience vécue de la pauvreté. »

(iii) Représentation des femmes et des filles

Un autre problème commun partagé par les participant·e·s était le manque de plaidoyer en faveur d'une participation significative des femmes et des filles à la finance et la faible représentation des minorités de genre dans les rôles de prise de décisions dans le secteur. Plusieurs participants s'identifiant comme des hommes ont également soulevé ce défi, notant qu'il existe un stéréotype selon lequel les hommes plus âgés sont les mieux placés pour traiter des questions liées à la pauvreté et aux finances en raison de la surreprésentation dans cet espace.

« La plupart des décideurs en matière de finances sont des hommes dans la soixantaine - cela donne à la société la perception que ce sont eux qui en ont la meilleure compréhension et qui devraient être en charge des politiques et de la pratique. Cependant, si les jeunes peuvent contribuer, leurs besoins seront mieux compris, ils pourront être intégrés à ces programmes et les politiques pourront être conçues pour être mieux adaptées à tout le monde. »

(iv) Éducation

Les jeunes participant·e·s ont noté que le niveau de sensibilisation et d'éducation à la pauvreté et à la finance dans leur groupe d'âge était très faible. Beaucoup ont indiqué qu'ils n'avaient reçu aucune éducation financière pendant leur éducation formelle, tandis que d'autres ont déclaré n'avoir eu que des cours limités et optionnels au niveau de l'enseignement supérieur. Le consensus était que l'éducation des enfants aux compétences essentielles de la vie quotidienne, y compris la budgétisation, la compréhension des prêts et du crédit, l'épargne et la planification financière

n'est pas priorisée adéquatement, ce qui crée une génération de jeunes adultes qui n'ont pas une compréhension de base des services qui leur sont offerts et de la manière d'obtenir du soutien au besoin.

Un·e participant·e a signalé que l'absence d'un dialogue ouvert a créé un tabou autour des conversations financières. Demander des conseils sur des situations financières à leurs amis proches ou leur famille n'était pas bien reçu. Ainsi, on peut conclure que les jeunes ont connu des obstacles liés à la peur du jugement en plus de leur compréhension limitée. Certain·e·s participant·e·s ont toutefois mentionné que l'éducation financière avait été disponible, d'après leur expérience, mais qu'elle était inaccessible en raison de son coût.

« Il y a un manque d'accès aux ressources. [Un] manque d'opportunités, quand on peut apprendre sur la finance, ce sont des événements qui coûtent de l'argent. »

(v) Identités intersectionnelles

L'intersectionnalité est apparue comme un thème central, avec des discussions sur la façon dont le genre, l'âge, l'ethnicité, la langue, la citoyenneté et la religion influencent collectivement l'engagement dans les discussions sur la pauvreté et le financement. Par exemple, un·e participant·e a commenté qu'il n'y avait pas assez de conversations adaptées aux besoins particuliers des jeunes. Cette personne a noté que la majorité du soutien disponible pour les jeunes femmes était exclusivement axé sur la planification familiale.

« Il est nécessaire de se concentrer sur ce que nous pouvons faire aujourd'hui pour notre propre avenir, pas seulement sur le fait d'avoir des enfants. »

(b) Des façons uniques pour les jeunes de participer aux discussions sur le financement et la pauvreté

Il faut reconnaître que les réponses à cette question ont été nettement plus courtes que pour toutes les autres questions, sans doute en raison des défis énumérés ci-dessus qui empêchent les jeunes de se représenter un monde dans lequel ils participent activement et ont une réelle influence sur les discussions portant sur la pauvreté et le financement.

(i) Engagement jeunesse

Pour encourager de manière proactive l'engagement des jeunes dans les discussions sur la pauvreté et le financement, les jeunes participant·e·s ont formulé plusieurs suggestions. Parmi celles-ci, il y avait notamment l'idée de recruter des jeunes ambassadeur·trice·s pour des événements mondiaux tels que la CSW, qui pourraient encourager d'autres jeunes à participer et servir d'intermédiaires entre les populations de jeunes et les décideur·euse·s. Une autre recommandation importante consistait à explorer les préoccupations et les obstacles auxquels sont confrontés les jeunes femmes, les filles et les personnes marginalisés en raison de leur identité de genre, y compris ceux et celles qui ont des identités marginalisées croisées supplémentaires, afin de fournir les accommodements nécessaires pour s'assurer que les personnes marginalisés en raison de leur identité de genre soient disposés et capables de participer.

Les participant·e·s ont aussi recommandé d'embaucher des jeunes dans des rôles de planification et d'organisation d'événements, d'aider les jeunes à participer à des groupes de discussion pour démontrer que les voix de tout âge sont valorisées, et d'envoyer des sondages de rétroaction après les événements destinés spécifiquement aux jeunes, pour voir si les questions liées à la jeunesse ont été abordées adéquatement. Un·e participant·e a suggéré ceci :

« ONU Femmes devrait former un comité de jeunes qui leur demandera des comptes pour mettre en œuvre les conclusions concertées » parce que de nombreux membres du personnel d'ONU Femmes qui supervisent ces mises en œuvre sont issus de générations plus âgées et pourraient mal comprendre l'importance de certains sujets pour les jeunes.

Les jeunes ont noté que chercher activement à faire entendre la voix des jeunes des régions rurales, offrir des incitations et une rémunération adéquate pour leur engagement, assurer la disponibilité de traducteur·trice·s dignes de confiance et mener des recherches dans une variété de formats numériques et en personne seraient les méthodes les plus justes et les plus efficaces pour que l'ONU puisse vraiment commencer à comprendre les besoins des jeunes.

« Il est temps d'entendre directement les gens dont nous parlons pour leur donner les moyens d'accéder à ce qu'ils veulent, plutôt que de rester dans nos positions confortables de privilège et de décider pour eux. »

(ii) Dialogue ouvert et accessible

Les jeunes ont mentionné la nécessité d'une approche conversationnelle et



Ontario Council for
International Cooperation

participative, reconnaissant la valeur de la représentation pour jeter les bases d'un engagement futur sur le long terme des jeunes dans cet espace. Un des groupes de discussion a parlé pendant un certain temps du fait que la nature capitaliste de la plupart des institutions financières était en concurrence directe avec le soutien et les conseils nécessaires pour accroître la participation des jeunes.

« Les institutions capitalistes, par nature, se soucient davantage de faire des profits plus élevés que d'éduquer »

la population en général, alors quelle est notre place là-dedans ? »

(c) Renforcer les institutions pour mieux impliquer les jeunes

(i) La transformation de l'éducation

Un thème récurrent dans les réponses était la nécessité de plateformes inclusives permettant aux jeunes d'exprimer leurs points de vue sur la pauvreté et le financement. Les recommandations comprenaient la nécessité pour les institutions de rechercher activement la diversité dans les groupes décisionnels, de promouvoir les programmes de mentorat et d'établir des forums axés sur les jeunes, afin d'ouvrir la porte à des conversations financières pour les jeunes. Cela garantirait une voix représentative des jeunes, en particulier des jeunes membres de groupes ethniques, de genres et de capacités marginalisés, favorisant ainsi un dialogue plus inclusif et offrant aux institutions financières le double avantage de permettre au personnel décisionnel d'avoir une plus grande conscience des besoins de leurs jeunes client·e·s.

« L'un des changements les plus importants serait un changement global du curriculum pour enseigner activement la finance aux enfants dès le plus jeune âge. J'aimerais voir ONU Femmes plaider en faveur d'un enseignement universel de la littératie financière. »

L'appel à l'intégration de l'éducation financière dans les programmes scolaires s'est accompagné de recommandations pour des conférences animées par des expert·e·s qui permettraient également aux jeunes de créer des liens avec des professionnel·le·s des banques dans leur région. En amenant des représentant·e·s financier·ère·s dans des espaces que les jeunes occupent déjà, les barrières perçues de formalité, de jugement et d'inaccessibilité entre les jeunes et les conseiller·ère·s financier·ère·s seraient réduites.

« Fournir plus de ressources aux écoles et fournir plus de temps et de financement pour créer ces programmes centrés sur la littératie financière qui traitent de la pauvreté. Encore une fois, tout est une question de financement et il faut que [les institutions] y consacrent toute leur attention et joignent le geste à la parole. »

(ii) Des efforts de collaboration

De nombreux·euses participant·e·s ont fait allusion au fait que la collaboration entre les approches descendantes et ascendantes était l'approche sociétale la plus efficace en matière de participation des jeunes ; les appels en faveur d'un changement obligatoire des cours d'enseignement pour les jeunes enfants ont été soulignés comme étant importants.

Les participant·e·s ont souligné la valeur de la collaboration directe de la société civile avec les enfants et les jeunes pour comprendre leurs besoins et aider les écoles et les familles à préparer les enfants à une vie financière stable à l'âge adulte. Cette combinaison permettrait aux jeunes de gérer en toute confiance les décisions financières au moment opportun, plutôt que d'apprendre à travers des expériences négatives d'essais et d'erreurs. De nombreux·euses participant·e·s ont également suggéré que les institutions financières pourraient créer des liens plus forts avec les établissements d'enseignement locaux, de sorte que l'accompagnement financier pourrait devenir tout aussi accessible aux jeunes étudiant·e·s que le soutien de carrière ou les soins de santé. Beaucoup de jeunes



Ontario Council for
International Cooperation

participant·e·s ont suggéré que des incitatifs devraient être fournis par les banques pour répondre à leurs besoins en matière d'éducation, y compris la réduction des taux de prêt pour chaque année d'études supérieures complétée ou la suppression des frais mensuels pour les comptes bancaires étudiants, ce qui est une caractéristique courante des régimes bancaires au Canada. Les chercheur·euse·s de la PJDP de l'OCIC concluent que la promotion et l'accès à une éducation financière préventive généralisée sont activement recherchés chez les jeunes ontarien·ne·s.

« Nous considérons l'éducation comme un des piliers permettant aux gens de sortir de la pauvreté. Les institutions financières devraient soutenir la réduction de la pauvreté en rendant l'éducation plus accessible. »

(d) Comment l'ONU peut impliquer les jeunes de manière significative

(i) Diversité des méthodes

Les participant·e·s ont insisté sur la nécessité d'une multitude de solutions adaptées pour répondre aux besoins uniques des jeunes, en tenant compte de la diversité des expériences de vie, des contextes culturels et des niveaux de littératie financière. Reconnaisant les défis supplémentaires auxquels sont confrontées les communautés marginalisées, les recommandations des participant·e·s ont également souligné la nécessité de déployer des efforts continus pour soutenir la diversité et l'inclusion. Une réponse fréquente à cette question chez les jeunes participant·e·s a été que l'engagement de l'ONU auprès des jeunes, pour être vraiment inclusif et pertinent, devrait s'étendre à ceux et celles qui sont les plus marginalisés au sein de la société. Les programmes de mentorat, les bourses d'études et les politiques inclusives ont été identifiés comme des initiatives importantes pour s'assurer que les voix des communautés vulnérables et de celles qui ont des identités marginalisées croisées soient bien reflétées dans les discussions sur la finance et la pauvreté.

« Lorsque vous demandez aux gens ce dont ils ont besoin, vous leur donnez les moyens de prendre des décisions par eux-mêmes et de voir ce que la réussite financière signifie pour eux. »

« ONU Femmes a une grande réputation sociale et une grande portée, elle a donc plus de pouvoir pour rejoindre les jeunes marginalisé·e·s. Par conséquent, il serait bon de voir les jeunes les plus marginalisé·e·s être invité·e·s et engagé·e·s dans cette conférence, même virtuellement. »

(ii) Soutenir les jeunes fournisseurs de soins

En évaluant les besoins uniques des jeunes, un·e participant·e du groupe de discussion a noté qu'une méthode novatrice pour soutenir la participation des jeunes serait de reconnaître que les jeunes représentent l'« espace intermédiaire » de la dynamique familiale financière, ce qui signifie que les jeunes adultes sont assez âgés pour fonder une famille, mais encore assez jeune pour avoir des parents plus âgés dont ils doivent prendre soin.

« Cela laisse les jeunes avec un rôle central à jouer en matière de soutien financier et de soins aux autres, et leur confère une responsabilité financière intergénérationnelle que toutes les générations n'ont pas. »

Pour répondre à ces besoins uniques, il a été suggéré que l'éducation financière devrait comprendre une éducation sur les stratégies de soutien au-delà de ses propres besoins, et qu'elle comprenne également la gestion budgétaire pour soutenir les générations plus âgées et plus jeunes au besoin.

(iii) Internet, le numérique et l'accessibilité technologique

Les participant·e·s ont souligné le fait que tous les participant·e·s à la présente étude n'ont pu participer que parce qu'ils ont accès à Internet, qu'ils possèdent des appareils numériques et qu'ils ont le privilège de vivre en Ontario, dans le Nord global. Il nous manquait donc une grande partie de la population mondiale qui vit sans ces privilèges.

Plusieurs jeunes participant·e·s ont souligné qu'un trait unique de leur génération est leur forte littératie technologique et leur présence quasi continue sur les médias sociaux. Beaucoup ont recommandé d'utiliser des stratégies liées aux médias sociaux pour attirer les jeunes dans de nouvelles conversations liées au financement.

« Rencontrer les jeunes là où ils sont déjà, plutôt que d'utiliser des méthodes d'engagement obsolètes qui ne servent qu'à exclure davantage les jeunes s'ils ne sont pas familiers ou mal à l'aise avec les méthodes alternatives ».

Reconnaissant la pertinence des espaces numériques dans la vie des jeunes, les participant·e·s ont également recommandé aux institutions de tirer parti des médias sociaux et des plateformes en ligne pour engager les jeunes dans des discussions sur la pauvreté et la finance. Cela inclurait la diffusion en direct, les webinaires et les plateformes interactives, créant des occasions pour un public plus large de participer et de partager leurs points de vue. Un·e participant·e a noté que davantage d'opportunités d'engagement en ligne « passives », telles que les webinaires qui n'obligent pas les participant·e·s à interagir avec les animateur·trice·s, pourraient servir de tremplin initial pour ceux et celles qui sont nouveaux dans la conversation et ressentiraient trop de pression pour s'engager dans une conversation un-à-un avec un·e professionnel·le.

« Les jeunes sont plus engagés dans les médias numériques, il s'agit donc d'une méthode d'éducation accessible pour les jeunes. »

(iv) Recherche et développement

La tranche d'âge des « jeunes » est si large, couvrant généralement à la fois les milléniaux et la génération Z, qu'une recommandation a été faite selon laquelle ONU Femmes devrait identifier les divisions générationnelles entre les jeunes et chercher à comprendre leurs besoins différents. Les participant·e·s ont suggéré qu'en raison de l'avancement rapide des normes sociétales, y compris l'évolution des pratiques bancaires en ligne, de l'éducation numérique et de la popularité croissante des médias sociaux, ces deux groupes générationnels auront sûrement des rapports différents à la finance dans la pratique et, par conséquent, nécessiteront des méthodes d'engagement spécifiques. Il faut davantage de recherche et de développement à toutes les intersections de la jeunesse. Les jeunes ne sont pas un groupe monolithique et nous devons miser sur une multitude de formats pour les engager et comprendre leurs économies respectives.

7. Principales recommandations

- (a) Le développement et l'intégration de l'éducation à la littératie financière dans l'ODD 4 des Nations Unies - éducation de qualité.
 - (i) Des plans concrets pour soutenir les cibles 4.4 et 4.7.1 avec l'expansion des paramètres et des indicateurs de rendement clés.¹³ L'inclusion d'objectifs de base à avancés de littératie financière à tous les niveaux d'éducation.
- (b) Le Département des affaires économiques et sociales et du développement durable devrait élaborer un programme complet décrivant les principaux domaines d'enseignement de l'éducation financière, de l'éducation préscolaire à l'éducation des adultes.
- (c) L'inclusion de la littératie financière dans le mandat des ministres de l'éducation du G7.
 - (i) La Déclaration de Toyama-Kanazawa¹⁴ n'a pas de plan clair définissant l'éducation à littératie financière pour la petite enfance. La Déclaration stipule ceci : « Nous visons à soutenir l'éducation et le développement du capital humain, à promouvoir l'innovation et la croissance économique durable qui peuvent contribuer à faire face aux changements sociaux mondiaux tels que le changement démographique, la numérisation et la décarbonisation ». Il n'existe actuellement aucun plan visant à renforcer les résultats de l'éducation à la littératie financière.
 - (ii) Le rapport du Sommet sur la transformation de l'éducation (STE) 2022 a appelé à se concentrer sur un tout nouvel ensemble de compétences, y compris la littératie numérique, les compétences financières, ainsi que les compétences techniques et liées aux STIM émergentes.¹⁵ L'éducation sociale et financière des enfants (ESFE) est considérée comme une activité parascolaire selon les Principes de haut niveau du G20 sur l'inclusion financière numérique pour les jeunes, les femmes et les PME. Pour accélérer la connaissance et le développement d'un avenir économiquement éclairé, les pays du G7 doivent faire des progrès dans la mise en œuvre du financement de l'éducation dans les systèmes scolaires.
 - (iii) Selon les PHN du G20 et le rapport des Nations Unies sur la jeunesse et l'inclusion financière, « pour que ce type d'initiatives ait une portée et un impact plus importants, idéalement, elles devraient être soutenues par des stratégies nationales de littératie financière axées sur les jeunes ».

¹³Assemblée générale des Nations Unies (2015). Transformer notre monde : le Programme 2030 pour le



Ontario Council for
International Cooperation

développement durable, A/RES/70/1 ¹⁴Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2023). UNESCO welcomes declaration of G7 Education Ministers

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2022). Rapport du Sommet sur la transformation de l'éducation 2022

¹⁶ Partenariat mondial pour l'inclusion financière. (2020) Principes de haut niveau du G20 sur l'inclusion financière numérique pour les jeunes, les femmes et les PME

- (iv) Soutenir Aflatoun International dans sa collaboration avec les ONG nationales du G7 comme la Fondation canadienne d'éducation économique afin d'accroître la capacité de développer la mise en œuvre de la littératie financière nationale dans les États membres respectifs.¹⁷ Dans les États membres où il n'existe pas de système fédéral d'éducation, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) devrait identifier des réseaux interconseils reliés aux systèmes éducatifs régionaux pour le développement d'une stratégie générale.
- (v) La Déclaration et l'engagement à l'action d'Utrecht ont été proclamés lors de la Conférence mondiale sur les compétences sociales et financières de 2023. Seuls six pays et neuf organisations du G7 ont approuvé le document.¹⁸ France (Fiinafas), Italie (Students Lab), Pays-Bas (Aflatoun International, L-IFT, Fondation StartUp4Kids, Dorcas International), Belgique (WSBI-ESBG), République tchèque (Czechia Aspect Works) et Pologne (Poland Environment Foundation/Fundacja Nauka dla Środowiska)
- (d) La création d'un fonds international administré par les États membres pour une collaboration croisée entre la société civile, des groupes de réflexion et les services publics. L'objectif serait de développer des opérations de financement à grande échelle dirigées par les jeunes pour des initiatives de coopération internationale. Cela inclut, sans s'y limiter, les mesures de faisabilité, l'investissement d'impact et la mise en œuvre de pratiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG).
- (e) Adapter et bâtir sur les possibilités d'apprentissage intégrées au travail avec des mandats comme celles offertes par Mitacs¹⁹ et Propel Impact, où, grâce à l'apprentissage expérientiel et à la recherche, les participant-e-s jouent un rôle actif en fournissant des capitaux et un appui au renforcement des capacités aux organisations qui ont un impact.
- (f) L'élaboration de programmes et d'initiatives pour les jeunes qui mettent l'accent sur l'éducation financière à travers de multiples formes d'engagement, dans des formats similaires à la Stratégie pour l'éducation et la formation du Programme des Nations Unies pour l'environnement.²¹ Il n'y a toujours pas d'indication claire concernant le développement d'un système de compétences en matière de littératie financière des jeunes mandatée à l'ensemble de l'Assemblée générale.²²

¹⁷Fondation canadienne d'éducation économique. (2024). Les jeunes et l'argent



Ontario Council for
International Cooperation

¹⁸ Aflatoun International. (2023). Utrecht Declaration: A Pledge and Roadmap for the Evolution of Social and Financial Education

¹⁹ Mitacs. (2023). Nos activités. Tiré de <https://www.mitacs.ca/fr-ca/a-propos/nos-activites/>

²⁰ Propel Impact (2023). About Us. Tiré de <https://www.propelimpact.com/about>

²¹ Programme des Nations Unies pour le développement. (2005). UNEP Strategy for Environmental Education and Training

²²United Nations Youth. (2013). Financial Inclusion of Youth

- (g) Des plans concrets pour appuyer l'expansion de la technologie et de l'accès à Internet dans les régions rurales et pour les populations autochtones, comme le soulignent les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation²³ et l'Association des femmes autochtones du Canada.
- (h) L'élaboration et l'intégration de bourses de recherche internationales qui mettent l'accent sur les résultats économiques des jeunes de divers horizons, y compris, mais sans s'y limiter, les immigrant·e·s, les réfugié·e·s, les jeunes qui s'identifient à diverses orientations sexuelles, identités de genre, expressions de genre et caractéristiques sexuelles (OSIEGCS), les jeunes résidant dans les régions rurales, les jeunes ayant passé du temps dans le système de protection de l'enfance et les jeunes en situation de handicap, y compris ceux et celles qui vivent avec des déficiences physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles à long-terme qui, en interaction avec d'autres obstacles, peuvent entraver leur pleine et effective participation à la société sur un pied d'égalité avec les autres.²⁵

²³Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action

²⁴Conseil économique et social des Nations Unies (2023). Déclaration soumise par l'Association des femmes



Ontario Council for
International Cooperation

autochtones du Canada, une organisation non gouvernementale ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, E/CN.6/2024/NGO/146

²⁵ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2006). Convention des droits des personnes handicapées. Article 1

8. Conclusion

Les réponses recueillies au moyen du formulaire en ligne et des groupes de discussion fournissent des renseignements précieux sur les défis auxquels font face les jeunes de l'Ontario en ce qui concerne les discussions sur la pauvreté et le financement. **Les thèmes récurrents de l'accès limité, des lacunes en matière de littératie financière et de l'importance des plateformes inclusives soulignent la nécessité d'interventions ciblées.** En intégrant la littératie financière dans l'éducation, en promouvant la diversité et en tirant parti des espaces numériques, les jeunes peuvent participer activement aux discussions sur la pauvreté et la finance. **L'accent mis sur l'apprentissage continu, le dialogue ouvert et la rétroaction anonyme répond aux défis uniques auxquels les jeunes sont confrontés, en veillant à ce que leurs voix soient entendues et valorisées.**

Les recommandations soulignent l'urgence de stratégies adaptées, inclusives et globales pour engager les jeunes dans les discussions sur la pauvreté et la finance. Une leçon partagée dans le Manuel de prospective jeunesse (Youth Foresight Playbook) est que peu importe l'âge, les futuristes doivent être des apprenant·e·s tout au long de leur vie. L'élaboration d'un plan d'apprentissage est importante pour s'assurer qu'ils sont préparés pour réussir. Intégrer des activités pour anticiper les enjeux, les défis et les opportunités émergents qui pourraient se présenter à l'avenir.²⁶ Pour mieux comprendre le paysage des institutions financières, les jeunes doivent être mieux informé·e·s des économies des États-nations et de la positionnalité de chacun en matière d'accès. Pour soutenir l'entrepreneuriat durable, les jeunes devraient avoir une éducation de base pour comprendre comment s'y retrouver dans les institutions financières. Les défis nuancés et les solutions proposées fournissent une base solide aux décideur·euse·s et aux organisateur·trice·s pour créer des initiatives qui résonnent auprès de la population diversifiée de jeunes en Ontario et, par extension, dans le monde entier. Ces efforts peuvent contribuer de manière significative à la construction d'un avenir où les voix et les besoins uniques de tous les jeunes sont non seulement reconnus, mais aussi intégrés dans les discussions politiques dans des forums mondiaux comme la CSW des Nations Unies.

En conclusion, les recommandations formulées par les participant·e·s s'alignent sur l'objectif plus large de favoriser un dialogue plus inclusif et éclairé sur l'égalité des genres, la pauvreté et le financement.

Ces idées peuvent guider les décideur·euse·s et les organisateur·trice·s dans la création d'initiatives qui s'attaquent directement aux problèmes identifiés, contribuant ainsi à un processus décisionnel plus équitable et participatif.

²⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2023). *Youth Foresight Playbook 2023*

9. Annexes

(a) Notes biographiques des chercheur·euse·s

Les cinq chercheur·euse·s de la PJDP de l'OCIC qui ont contribué à ce rapport sont :

Yusra Ahmed

Yusra (elle) a récemment obtenu un diplôme en santé mondiale de l'Université de Toronto. Yusra est membre du conseil d'administration du Groupe de recherche d'intérêt public de l'Ontario à Toronto, un groupe qui vise à provoquer des changements positifs dans la collectivité par le biais de programmes, de fonds et d'ateliers. C'est une musulmane somalienne passionnée qui est profondément préoccupée par l'impact des changements climatiques sur les femmes et les enfants. Son expérience en matière de santé mondiale l'a équipée avec des informations précieuses et une compréhension de la complexité des questions liées à la santé exacerbées par les changements climatiques. Reconnaissant qu'il s'agit d'un multiplicateur de menaces qui affecte de manière disproportionnée les populations vulnérables, Yusra souhaite faire du plaidoyer en faveur de politiques efficaces qui peuvent réduire la mortalité due à des maladies aggravées par la hausse des températures mondiales. Elle croit fermement en l'importance de donner la priorité aux efforts d'atténuation, aux énergies renouvelables et à l'agriculture durable pour réduire les émissions de carbone et créer un environnement plus sûr. Elle aspire à défendre des politiques climatiques inclusives adaptées aux besoins uniques des femmes et des enfants.

Rajaa Berry

Rajaa (elle) est étudiante en commerce, spécialisée en finance, à l'Université de Windsor. Elle est chercheuse étudiante et membre active du Programme des chercheur·euse·s exceptionnel·le·s.

Consciente de l'importance du militantisme et de la défense des droits humains, elle a contribué à diverses organisations, notamment en tant que membre du Comité consultatif et d'action jeunesse national d'Amnesty International, où elle a défendu les droits humains et participé à des campagnes pour la justice climatique. Pionnière dans son domaine, Rajaa a fondé l'Association des politiques environnementales de l'Université de Windsor pour rallier des personnes partageant les mêmes idées, sensibiliser les gens aux problèmes environnementaux urgents et susciter des changements positifs sur le campus. Son dévouement à la préservation et à la protection des écosystèmes marins l'a amenée à servir à titre d'ambassadrice des Grands Lacs d'Ocean Wise et à participer au laboratoire d'innovation sur l'eau de Waterlution. À l'heure actuelle, Rajaa est stagiaire externe ResilienSEA avec EarthEcho, alignant sa mission de plaidoyer pour la durabilité environnementale avec l'exploration des liens entre le climat et la finance.

Rachel Morrison

Rachel (elle) est gestionnaire de projet pour l'organisme international de développement humanitaire Good Neighbours Canada. Good Neighbours travaille à donner aux gens les



Ontario Council for
International Cooperation

moyens de transformer les communautés, suivant l'idée que « si vous donnez un poisson à un homme, il mangera pendant une journée ; si vous enseignez à un homme à pêcher, il mangera toute sa vie ». Rachel a une passion pour le démantèlement des systèmes perpétuant les inégalités afin de tracer des voies vers une véritable équité, et croit fermement que les soins de santé mentale sont un besoin fondamental. L'expérience antérieure de Rachel comprend le soutien aux survivantes de violence fondée sur le genre en tant que praticienne indépendante, la conception et l'animation de programmes de soutien tenant compte des traumatismes et la prestation d'interventions liées au suicide. En tant que titulaire d'une maîtrise en droits humains et membre du conseil d'administration

de la Gender Equality Coalition of Ontario, Rachel continue de contribuer au mouvement féministe de cinquième vague. Elle se réjouit de faire progresser les droits des femmes et des genres marginalisés en tant que membre de la Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques.

Keziah Oduro

Keziah (elle) a un parcours unique avec une expérience académique en sciences biomédicales. Ses passions pour la santé publique et les innovations sociales l'ont amenée à continuer à explorer les réseaux d'organismes à vocation sociale qui soutiennent les communautés les plus proches d'elle : les droits des personnes qui s'identifient à diverses OSIEGCS et la justice raciale. Keziah est inscrite à l'Université d'Ottawa, où elle se spécialise en science politique. Elle a mené des projets à son compte en lien avec l'engagement des jeunes, la rédaction de subventions et la collecte de fonds pour des entreprises en phase de démarrage et des organismes à but non lucratif. Elle est actuellement analyste de recherche en innovation et équité chez Future of Good, où elle collabore au projet « Principaux bailleurs de fonds équitables ». Keziah a reçu la bourse Ted Rogers, en association avec la Fondation pour l'aide à l'enfance, et a été nommée jeune citoyenne de l'année de Burlington en 2019 pour son travail d'engagement civique et communautaire. Keziah consacre aussi du temps à explorer des films, de la musique, de l'art et des éléments de design qui inspirent son ingéniosité.

Fayez Sahak

Fayez (il) est un consultant international en recherche. Ses recherches ont porté sur les droits humains, les déplacements internes, l'environnement, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et les systèmes de reddition de comptes. Fayez a mené des études sur la violence fondée sur le genre, la gouvernance locale (y compris la planification et la budgétisation au niveau infranational), les réponses humanitaires et la protection et les droits des personnes déplacées. Il a aussi examiné différentes institutions et procédures gouvernementales. Fayez a commencé sa carrière en travaillant sur les changements climatiques, en concevant et en mettant en œuvre des campagnes de plaidoyer et des stratégies pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience aux catastrophes environnementales et naturelles dans les pays en développement. Son travail a également consisté à évaluer les cadres juridiques et les fonctions administratives, y compris des banques nationales, et à déterminer les vulnérabilités à la corruption.

(b) Méthodes de collecte des données

(i) Questionnaire en ligne via un formulaire Google

« Contribuez au dialogue à la CSW68 ! Voix en faveur de l'égalité des genres »

Bonjour, et merci de votre intérêt à contribuer au dialogue lors de la 68e session de la Commission de la condition de la femme, organisée par ONU Femmes.

L'Ontario Council for International Cooperation enverra une délégation à la CSW68 en mars 2024, et cinq membres de cette délégation font actuellement partie de la Plateforme des jeunes décideur·euse·s politiques de l'OCIC. Ce groupe de jeunes veut entendre vos recommandations pour contribuer à un monde plus équitable pour les personnes de tous les genres.

Nous sommes en train de compiler un rapport pour rassembler les voix et les suggestions des jeunes âgé·e·s de 18 à 35 ans qui vivent actuellement en Ontario. C'est votre chance de façonner les discussions qui se tiendront à la CSW, qui aura pour thème cette année « Accélérer la réalisation de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre ».

Dans un monde qui lutte pour l'égalité des genres, les voix, les perspectives et les recommandations des jeunes sont indispensables. Nous voulons nous assurer que les jeunes de l'Ontario participent à cette conversation.

Nous vous remercions à l'avance de prendre le temps de remplir ce questionnaire qui, selon notre estimation, devrait vous prendre environ **20 minutes au total** pour répondre aux 4 questions. Vos recommandations joueront un rôle essentiel dans la création d'un changement significatif. Faites entendre votre voix et contribuez à un monde plus inclusif et équitable !

NOTE : Les réponses seront acceptées jusqu'au jeudi 28 décembre à 23 h 59 HNE.

1. Votre catégorie d'âge

Note : Pour cet appel, nous recherchons des répondant·e·s âgé·e·s de 18 à 35 ans. a. 18-29

b. 30-35

2. Votre identité de genre

a. Femme

b. Homme

c. Non binaire

d. Genre fluide

e. Bispirituel

f. Autre

g. Préfère ne pas répondre

3. Votre ville en Ontario

Note : Si vous ne vivez pas actuellement en Ontario, nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'inclure vos idées dans ce rapport.



Ontario Council for
International Cooperation

a. *Toronto/RGT*

- b. *London*
 - c. *Hamilton*
 - d. *Ottawa*
 - e. *Kitchener*
 - f. *Niagara Falls/Niagara on the Lake*
 - g. *Windsor*
 - h. *Autre (laissez-nous savoir ci-dessous)*
4. Si vous avez répondu **autre** ci-dessus, veuillez nous faire part de votre ville et province ici.
- a. _____
5. Veuillez partager l'institution, l'organisation, le réseau ou la personne par l'intermédiaire de laquelle vous nous avez trouvés.
- a. _____

Section 2 : Vos idées et opinions

Note : Quand nous utilisons le mot « jeune » ci-dessous, nous voulons dire des gens comme vous ! Parlez de votre point de vue personnel - que vous parliez de votre propre expérience vécue, de celle d'amis ou de membres de votre famille, ou de vos expériences professionnelles - toutes les contributions sont pertinentes.

Si vous préférez, vous pouvez écrire vos pensées sous forme de liste à puces.

1. À votre avis, quels sont les principaux défis pour la voix et l'action des jeunes et des adolescent·e·s dans les discussions sur la pauvreté et le financement ?
- Questions de réflexion :*
- *Quels sont les obstacles que vous et vos pairs rencontrez pour prendre des décisions liées aux finances et/ou à la pauvreté ?*
 - *Y a-t-il quelque chose qui, selon vous, pourrait vous aider, vous et vos pairs, à être mieux à même de contribuer ou d'être entendus dans ces conversations ?*
2. Quelles stratégies pensez-vous que les jeunes peuvent utiliser pour influencer les discussions sur la pauvreté et le financement ?
- Questions de réflexion :*
- *Avez-vous vu des moyens efficaces de faire participer les jeunes à des conversations sur la pauvreté et/ou la finance ?*
 - *De quoi auriez-vous besoin pour arriver à la table de prise de décision ou de discussion ?*
3. Comment pensez-vous que les institutions et les services offerts aux jeunes peuvent être renforcés ou transformés pour lutter contre la pauvreté ?
- Question de réflexion :*
- *Quels sont les établissements ou services liés à la finance que vous connaissez ? Comment ceux-ci pourraient-ils être transformés pour mieux vous soutenir, vous et vos pairs ?*
4. Alors que les leaders mondiaux se réuniront en mars 2024 pour la 68e session de la Commission de la condition de la femme, au siège de l'ONU à New York, afin de discuter de l'égalité des genres, de la pauvreté et du financement, comment



Ontario Council for
International Cooperation

aimeriez-vous qu'ils s'engagent auprès des jeunes sur ces questions ? *Questions de réflexion :*

- *Pourquoi les voix des jeunes sont-elles importantes dans ces conversations ?*

- *Réfléchissez à la façon dont les décideur·euse·s peuvent vous rencontrer là où vous êtes. Y a-t-il certains espaces (en ligne/hors ligne) où vous pourriez vous joindre à ces conversations ? »*

(ii) Groupes de discussion

Image 1. Yusra Ahmed animant un groupe de discussion 1. L'interface montre la plateforme Zoom avec des cases grises. Les images des participant·e·s ont été expurgées pour protéger leur identité. Les caméras sont éteintes pour protéger l'identité.

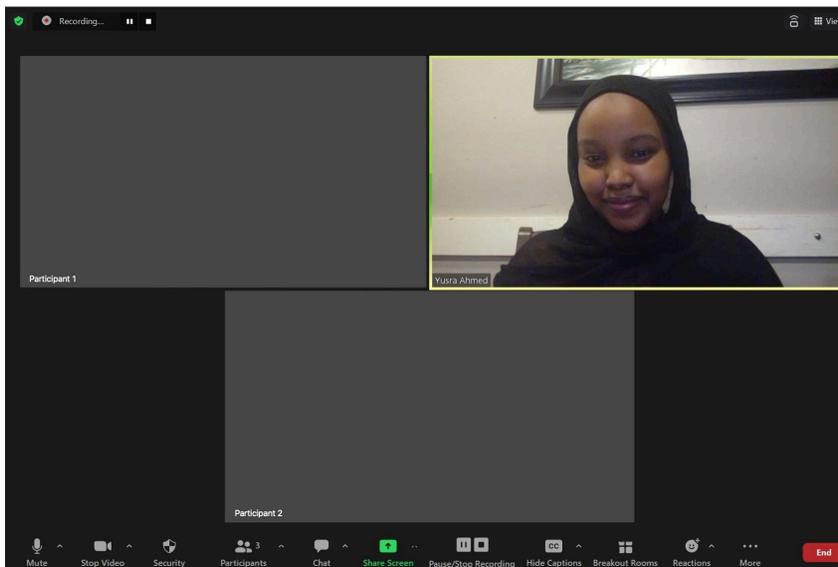
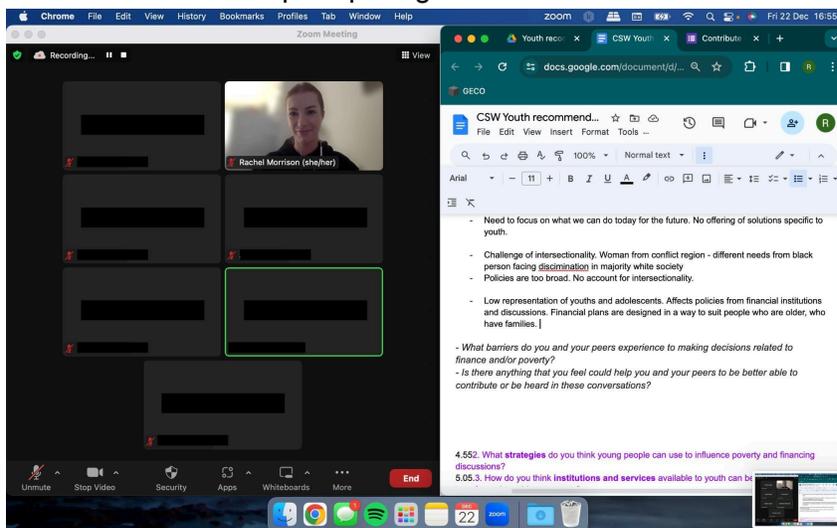


Image 2. Rachel Morrison animant le groupe de discussion 2. L'interface montre un écran divisé d'enregistrement de données et une plateforme Zoom avec contenu expurgé. boîtes grises. Les images des participant·e·s ont été expurgées pour protéger leur identité. Les caméras sont éteintes pour protéger leur identité.



(c) Notes

- (i) Pour accroître la capacité, les chercheur·euse·s ont dirigé deux groupes différents à des moments différents tout au long de la période de collecte des données. Chaque méthode contenait les mêmes lignes directrices et instructions pour la collecte de données et des questions standardisées ont été utilisées, mais l'animation et les réponses ont varié entre les groupes.
- (ii) Des méthodes de communication interpersonnelle et de recrutement en ligne ont été utilisées pour engager le dialogue avec les réseaux. Les chercheur·euse·s reconnaissent que cette approche ne permet pas de capter toute la diversité des jeunes qui souhaitent contribuer et ont pris des mesures pour inclure les perspectives des jeunes dans la recherche et l'élaboration des recommandations clés.
- (iii) Nous reconnaissons le fait que notre collecte de données manque de contributions de la part des jeunes qui sont de genres divers et nous encourageons la recherche et le développement concernant les besoins et l'avancement de des jeunes issus de la diversité des genres. La collecte d'informations relatives à l'orientation sexuelle n'a pas non plus été effectuée en reconnaissance de la marginalisation des personnes 2SLGBTQIA+.
- (iv) Les chercheur·euse·s reconnaissent que nos données ne comprennent pas les points de vue de première main des jeunes des régions rurales. Les chercheur·euse·s et les jeunes participant·e·s réalisent eux-mêmes l'importance de vivre en Ontario. Nous comprenons que les jeunes de différentes régions géographiques auront vécu des expériences beaucoup plus difficiles en raison des différences dans le soutien disponible et les forces des systèmes locaux pour subvenir aux besoins socioéconomiques et renforcer le pouvoir des jeunes. L'Ontario, en tant que province canadienne, est un mélange de populations nées au Canada et immigrantes, 42 % de la population ontarienne étant née à l'extérieur du Canada.²⁷ L'expérience des immigrant·e·s est un élément fondamental du développement économique canadien. Nous encourageons la recherche et le développement aux niveaux international, national et régional pour examiner les besoins des jeunes vivant dans les zones rurales.
- (v) Cette étude n'exigeait pas que les jeunes participant·e·s divulguent leur statut de citoyenneté. Les jeunes qui ont fait part de leurs commentaires l'ont fait pour ajouter des éléments de contexte à leurs réponses.
- (vi) Les chercheur·euse·s étaient conscient·e·s et reconnaissaient les implications coloniales de la citoyenneté tout au long du rapport.
- (vii) L'équipe de recherche a appliqué des protocoles éthiques, y compris l'importance de la sensibilité à la nature de certains contenus de recherche, et des façons

d'enregistrer et d'envoyer les données.

²⁷ Source : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1710000801>

(d) Tables

Tableau 5. Citations mises en évidence tout au long du rapport

Citations
<i>« Les obstacles à l’engagement sont créés par les gens haut placés dans la société. Lorsque les jeunes tentent de s’impliquer dans ces discussions, la première question qu’ils posent concerne l’expérience antérieure des jeunes, mais ils ne veulent pas prendre en compte des réponses liées à notre expérience vécue de la pauvreté. »</i>
<i>« La plupart des décideurs en matière de finances sont des hommes dans la soixantaine - cela donne à la société la perception que ce sont eux qui en ont la meilleure compréhension et qui devraient être en charge des politiques et de la pratique. Cependant, si les jeunes peuvent contribuer, leurs besoins seront mieux compris, ils pourront être intégrés à ces programmes et les politiques pourront être conçues pour être mieux adaptées à tout le monde. »</i>
<i>« Il y a un manque d’accès aux ressources. [Un] manque d’opportunités, quand on peut apprendre sur la finance, ce sont des événements qui coûtent de l’argent. »</i>
<i>« Il est nécessaire de se concentrer sur ce que nous pouvons faire aujourd’hui pour notre propre avenir, pas seulement sur le fait d’avoir des enfants. »</i>
<i>« Il est temps d’entendre directement les gens dont nous parlons pour leur donner les moyens d’accéder à ce qu’ils veulent, plutôt que de rester dans nos positions confortables de privilège et de décider pour eux. »</i>
<i>« Les institutions capitalistes, par nature, se soucieraient davantage de faire un profit plus élevé que d’éduquer la population en général, alors quelle est notre place là-dedans ? »</i>
<i>« L’un des changements les plus importants serait un changement global du curriculum pour enseigner activement la finance aux enfants dès le plus jeune âge. J’aimerais voir ONU Femmes plaider en faveur d’un enseignement universel de la littératie financière. »</i>
<i>« Fournir plus de ressources aux écoles et fournir plus de temps et de financement pour créer ces programmes centrés sur la littératie financière qui traitent de la pauvreté. Encore une fois, tout est une question de financement et il faut que [les institutions] y consacrent toute leur attention et joignent le geste à la parole. »</i>
<i>« Nous considérons l’éducation comme un des piliers permettant aux gens de sortir de la pauvreté. Les institutions financières devraient soutenir la réduction de la pauvreté en rendant l’éducation plus accessible. »</i>
<i>« Lorsque vous demandez aux gens ce dont ils ont besoin, vous leur donnez les moyens de prendre des décisions par eux-mêmes et de voir ce que la réussite financière signifie pour eux. »</i>
<i>« ONU Femmes a une grande réputation sociale et une grande portée, elle a donc plus de pouvoir pour rejoindre les jeunes marginalisés. Par conséquent, il serait bon de voir les jeunes les plus marginalisé·e·s être invité·e·s et engagé·e·s dans cette conférence, même virtuellement. »</i>



Ontario Council for
International Cooperation

« Cela laisse les jeunes avec un rôle central à jouer en matière de soutien financier et de soins aux autres, et leur confère une responsabilité financière intergénérationnelle que toutes les générations n'ont pas. »



Ontario Council for
International Cooperation

« Rencontrer les jeunes là où ils sont déjà, plutôt que d'utiliser des méthodes d'engagement obsolètes qui ne servent qu'à exclure davantage les jeunes s'ils ne sont pas familiers ou mal à l'aise avec les méthodes alternatives ».

« Les jeunes sont plus engagés dans les médias numériques, il s'agit donc d'une méthode d'éducation accessible pour les jeunes. »

(e) Références

- Aflatoun International. (2023). Utrecht Declaration : A Pledge and Roadmap For The Evolution Of Social And Financial Education
- Canada, Patrimoine canadien (2021). Le premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada : Pour les jeunes, avec les jeunes, par les jeunes. Ottawa
- Fondation canadienne d'éducation économique. (2024). Les jeunes et l'argent
- Partenariat mondial pour l'inclusion financière. (2020) Principes de haut niveau du G20 sur l'inclusion financière numérique pour les jeunes, les femmes et les PME
- Mitacs. (2023). Nos activités. Extrait de <https://www.mitacs.ca/fr-ca/a-propos/nos-activites/>
- Commission ontarienne des droits de la personne. (14 avril 2014). Politique sur la prévention de la discrimination fondée sur l'identité sexuelle et l'expression de l'identité sexuelle.
- Propel Impact (2023). Qui sommes-nous ? Extrait de <https://www.propelimpact.com/about-fr>
- Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). Commission de vérité et réconciliation du Canada. Appel à l'action
- Assemblée générale des Nations Unies (2015). Transformer notre monde : Programme de développement durable à l'horizon 2030, A/Res/70/1
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2023). *Youth Foresight Playbook 2023*
- Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2006). Convention des droits des personnes handicapées. Article 1
- Conseil économique et social des Nations Unies (2023). Déclaration soumise par l'Association des femmes autochtones du Canada, une organisation non gouvernementale ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, E/Cn.6/2024/Ngo/146.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2022). Rapport du Sommet sur la transformation de l'éducation 2022
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2023). UNESCO welcomes declaration of G7 Education Ministers
- Programme des Nations Unies pour le développement. (2005). UNEP Strategy For Environmental Education And Training
- United Nations Youth. (2013). Financial Inclusion Of Youth
- Nations Unies Jeunes. (Consulté le 12 janvier 2024). Extrait de <https://www.Un.Org/En/Global-Issues/Youth>